



**AUTORISATION DE SURVOL
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
- autorisation numéro 2015 – 174 -**

Pétitionnaire : CLUB ALPIN FRANÇAIS DE LOURDES - CAUTERETS

Adresse : 1, place de la république - "le lavedan" - 65100 LOURDES

Nature de la demande : survol du cœur du Parc national des Pyrénées – approvisionnement du refuge du Larribet,

Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées

Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de l'environnement (NOR : DEVL120758A).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : DEVN0826308D),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (NOR : DEVL1234918D),

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles en supra, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise le Club Alpin Français de Lourdes - Cauterets à organiser les héliportages suivants, dans les conditions détaillés en infra, afin de réaliser des travaux au refuge du Larribet (*Hautes-Pyrénées*) :

- date et nombre de rotation : mercredi 8 juillet 2015 à partir de 9 heures 30 pour dix rotation.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

././.

- objet du survol : approvisionnement du refuge du Larribet,
- point de départ : DZ du plan d'Aste – commune d'Arrens Marsous,
- point d'arrivée : refuge du Larribet – commune d'Arrens Marsous.

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation.

Les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage – aigle. Le vol doit impérativement éviter le vallon du Larribet entre la Claou du Larribet et la montée finale au refuge. Le vol doit être réalisé à droite de la vallée en longeant le pic de Berdoulet.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour le mercredi 8 juillet 2015 et la destination mentionnée en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol à la date mentionnée en supra, la nouvelle date de survol sera portée à la connaissance de Monsieur le Chef de secteur du Parc National des Pyrénées en val d'Azun.

- article trois :

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de toute autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le vendredi 26 juin 2015.

P10


Pour le Directeur
et par délégation,
Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées

Le Secrétaire Général
Yves HAURE

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.